

LES MUTATIONS RURALES EN HONGRIE

György ENYEDI

Summary

The paper makes a balance of recent political transition on the transformation of the Hungarian countryside. Main effects are the follows :

- 1. Rural local governments get a great independence what resulted in a practical desintegration of functional urban regions.*
- 2. The privatization of agriculture transformed the social structure as well as the property structure of the countryside.*
- 3. Economic crisis which has accompanied the post-socialist transition has hit rural economy more seriously than urban economy.*
- 4. Rural inequalities are rapidly growing. These inequalities are expressed mostly in income and employment rates. Rural out-migration has accelerated. overnmènt' s regional policy distributes budget subsidies among the poorest villages instead of promoting regional development projects.*

MOTS-CLÉS : système de l'habitat rural, privatisation et indemnisation de l'agriculture post-socialiste, la transition post-socialiste dans la campagne hongroise

KEYWORDS : system of rural settlements, privatization and compensation of post-socialist agriculture, post-socialist transition on Hungarian countryside

Le système d'habitat hongrois a connu l'émergence de nouveaux processus régionaux, à partir de 1989. Ils sont les conséquences, d'une part, de la transition politique, d'autre part, de l'apparition des processus régionaux européens. Bien que le système d'habitat se modifie lentement en général, les transformations de cette période courte sont considérables. Ceci s'explique, d'une part, par la profondeur des changements socio-politiques, d'autre part, par l'émergence des changements qui se sont préparés depuis longtemps déjà. Les nouveaux processus régionaux transforment les relations interhabitats : les relations ville/campagne et celles à l'intérieur du système de l'habitat rural.

1. LE RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE DE L'HABITAT RURAL

Les conséquences de la transition politique ont été favorables au renforcement de l'autonomie de l'habitat rural.

Le village s'est reconstitué comme la communauté des propriétaires. La majorité de la région du village est également passée en propriété privée : le villageois n'est plus seulement l'habitant de son village, mais il en est le propriétaire aussi. La cohésion de cette communauté est affaiblie par le fait que la plupart des propriétaires des terres,

remises en propriété privée par l'indemnisation, habitent en ville; les agriculteurs ne font donc que prendre leurs terres à bail. Cela est le cas pour 1 million d'hectares de terres, 1/6 de l'ensemble des terres cultivées. Le village est, désormais, le lieu des décisions autonomes, individuelles dans l'économie locale.

Les autogouvernements locaux bénéficient d'une grande autonomie : ils n'ont pas d'autorité supérieure (sauf un contrôle légal de leurs activités). Il n'y a pas de différence entre autogouvernement rural et autogouvernement urbain. Le système actuel de la subvention budgétaire normative des communes favorise les centres d'habitats de petite taille. Les services publics sont pourvus par les collectivités locales, l'amélioration de ces services appartient aussi à la compétence locale. La loi de 1990 sur les autogouvernements a restitué l'autonomie administrative (en rendant l'autonomie aux habitats associés) de plus de 700 villages.

La réorganisation des sociétés s'est mise en route. Le nombre des sociétés civiles est, aujourd'hui, à peu près le même qu'il a été à la fin des années 1930. La plupart des organismes locaux ont des objectifs culturels mais beaucoup d'entre eux prennent part au développement régional.

La transition politique a eu, somme toute, des effets favorables dans le système rural - l'accroissement de l'autonomie a donné essor à l'esprit d'initiative et a mobilisé de nombreuses ressources locales cachées. Malgré les difficultés économiques, beaucoup d'actions de développement local se sont lancées. L'autonomie accrue a rendu plus visible les différentes caractéristiques des types d'habitat. Les disparités ont augmenté à l'intérieur du système rural : l'écart géographique des niveaux de vie des villages s'amplifie. Ceci s'explique, avant tout, par les changements essentiels de l'économie rurale.

2. LA PRIVATISATION DE L'AGRICULTURE

La société rurale a subi des changements plus profonds que la société urbaine, grâce, en grande partie, à la privatisation de l'agriculture. Les rapports de propriété ont changé trois fois au cours d'une seule génération. Toutes les grandes propriétés /latifundia/ ont été loties par la réforme agraire, en 1945; la collectivisation de l'agriculture s'est déroulée entre 1959 et 1962; et, finalement, la re-privatisation s'est mise en route après 1990. Ces changements ont provoqué une importante dépréciation dans l'économie (en rendant inutile une partie des outillages), tandis qu'ils ont privé de sens les relations sociales et les modes de comportement constitués. La privatisation de l'agriculture a été accompagnée par la transformation globale du système institutionnel (tandis que la privatisation des grandes entreprises ou des banques nationales n'a fait que modifier les institutions déjà existantes).

Moins de 1/5 de la population rurale (ce qui comprend, même aujourd'hui, 1/3 de la population totale) a son activité principale dans l'agriculture. Cependant, on trouve une activité agricole quelconque à temps partiel dans 80% des ménages ruraux (visant surtout l'autarcie alimentaire) : une grande partie de la population est donc touchée par la privatisation de l'agriculture.

La privatisation a été liée à l'indemnisation des anciens propriétaires, possédant des terres avant la collectivisation. Les 1.300 coopératives agricoles occupaient 5 millions d'hectares, en 1988, dont 1,9 millions ont été délimités en vue de l'indemnisation. Les bons d'indemnisation ont été distribués parmi ceux qui (ou dont la famille) ont perdu leurs terres pendant la collectivisation. Les bons peuvent être liquidés ou peuvent servir de mode de paiement aux ventes aux enchères où se déroule la privatisation réelle des terres désignées à l'indemnisation.

D'après la loi réglant la transformation, les biens d'une valeur de 260 milliard de HUF des coopératives agricoles devaient être mis à la disposition des membres. Les membres avaient le droit de retirer leurs parts des coopératives. Peu de personnes (12% des membres) ont profité de cette possibilité : la plus grande partie des exploitations collectives est restée intacte, sous la forme des sociétés anonymes agraires. Près de 15% des 1.300 coopératives ont été liquidées pour cause d'insolvabilité. Les grandes coopératives et les fermes d'État se sont dissociées en unités agricoles plus petites. L'agriculture hongroise contient donc, aujourd'hui, 1.800 collectives, 2.070 sociétés anonymes agraires et 120 mille exploitations privées. 1,4 millions de ménages participent à la production agricole à temps partiel.

La privatisation de l'agriculture s'est déroulée au moment de la crise profonde de l'économie post-socialiste. La production brute de l'agriculture a baissé de 30%, entre 1889 et 1993. Les nouvelles exploitations privées se stabilisent avec difficultés en manque de crédit et d'institutions modernes de marché. Une partie des chômeurs ruraux ont repris des activités agricoles par nécessité. Nous sommes ainsi témoins d'un processus contraire à la modernisation agricole : celui de la renaissance - certainement temporaire - de l'agriculture paysanne traditionnelle.

3. L'ACCROISSEMENT DES DIFFÉRENCES DANS LE SYSTÈME DE L'HABITAT RURAL

Le système de l'habitat rural a montré des différences considérables, dès les décennies passées. Les différences sont apparues sous la forme de l'équipement en infrastructures et de l'accessibilité aux services publics. Les politiques de développement régional ont tenté à modérer ces disparités des conditions de vie. Les différences dans la structure et dans les traditions de la société rurale se font à peine voir dans les statistiques économiques.

Les formes primordiales de la disparité sont, actuellement, les différences de l'emploi (chômage) et des revenus. Le modèle hongrois de la privatisation a provoqué une forte segmentation de la société rurale. La part de la population ayant son activité principale dans l'agriculture a diminué de moitié pendant les 5 dernières années. L'industrie s'est installée en grand nombre dans les communes, au cours des années 1970 en partie dans le cadre des coopératives agricoles, en partie comme unités

rurales des grandes entreprises industrielles ayant leurs sièges dans les villes. 1/4 des employés de l'industrie travaillaient dans l'industrie rurale, en 1987. La désintégration des grandes entreprises nationales a aussi fortement diminué le nombre des emplois ruraux. Les entreprises ayant leurs sièges à Budapest possédaient 1.400 unités rurales en 1986, et seulement 800 en 1991. Étant donné que plus de la moitié de la population rurale a trouvé un emploi au-dehors de son lieu d'habitat, la diminution du nombre des emplois dans l'industrie urbaine et du bâtiment a également contribué au chômage rural. Dans certaines régions de la partie nord-est de la Hongrie, celui-ci dépasse les 40%, un taux beaucoup plus élevé que celui des régions industrielles en crise structurelle.

L'exploitation privée ne remplace pas l'emploi des exploitations collectives et d'État de l'ère socialiste. Le nombre des exploitations privées indépendantes est faible : 120.000 en 1993, ce qui n'indique qu'une augmentation de 50% depuis 1988. Le nombre des entrepreneurs privés a augmenté dans les services, mais très peu de centres ont connu des entreprises privées ou des investissements importants. L'extension de l'économie de marché a introduit, dans la différenciation des villages, deux nouveaux facteurs importants de sélection : la structure de la société locale (suivant l'âge, la formation, l'ethnie, etc., ainsi que les caractères des modèles traditionnels) et la localisation géographique (l'accès aux marchés des grandes villes, la proximité de la frontière autrichienne, etc.). Ces deux derniers facteurs ont une importance particulière dans la question des aptitudes à l'adaptation à l'économie de marché et à la crise économique. Les différences dans le système de l'habitat rural se basent, aujourd'hui, sur ces aptitudes pour l'adaptation, d'où résultent les différences dans les niveaux de vie.

La perte de fonctions est aggravée par le fait que plusieurs coopératives ont attiré, vers les villages, quelques éléments de gestion du complexe agro-alimentaire : la production contractuelle, le fonctionnement des systèmes de production, les activités de marketing. Ces services, après s'être détachés des grandes exploitations agricoles, se sont déplacés plutôt dans les villes.

L'espace rural contient, en même temps, de nouvelles fonctions qui sont en train de se renforcer : l'écologie ou le maintien de l'environnement et le tourisme villageois. Ces fonctions contribuent d'une façon modeste à l'extension de l'emploi. Les changements structurels de l'économie rurale réduisent, somme toute, l'emploi local. Aucune solution rapide ne se

présente au chômage rural, ce qui rend possible le nouvel essor de l'exode rural.

4. LES CHANGEMENTS DES RELATIONS VILLE/CAMPAGNE

Les relations ville/campagne étaient caractérisées par la supériorité formelle des villes dans l'administration publique, avant 1990. La loi de 1990 sur les gouvernements locaux a établi une égalité totale parmi les autogouvernements locaux. L'euphorie de l'indépendance, établie par la loi de 1990, a souvent poussé les municipalités locales à refuser la coopération avec les villes (par exemple, la participation dans le financement des services régionaux localisés dans les villes). Par conséquent, l'activité des régions urbaines fonctionnelles s'est affaiblie.

L'intégration des villages et des villes doit être soutenue, à part ou en alternance avec les espaces de service et d'administration par l'intégration du marché également. Ces fils d'intégration - en partie nouveaux, en partie transformés - sont les suivants :

- les relations main-d'oeuvre - marché du travail : une partie considérable des actifs habitant le village ont des possibilités d'emploi dans les villes;
- les relations services - consommation, conduisant vers le nivellement des modes de vie rural et urbain;
- les réseaux d'entrepreneurs, le système des entrepreneurs contractuels et des coopérations de production qui est en train de se stabiliser; certains éléments de l'économie urbaine continueront à s'installer dans les villages, en vue d'une main-d'oeuvre, de l'immobilier ou des loyers moins chers;
- les relations résidentielles; on peut s'attendre à l'accélération de la suburbanisation, l'installation dans les espaces ruraux de ceux qui ont leur travail en ville.

La formation d'un système d'habitat cohérent, réunissant les villes et les villages a encore beaucoup d'obstacles devant elle. Les fils d'intégration décrits plus haut exigent des relations de communication beaucoup plus développées. Ce n'est pas seulement les relations commerciales que la mauvaise communication rend plus difficile, mais aussi la diffusion des informations. Les services financiers - commerciaux, mal développés dans toute la Hongrie, sont presque entièrement absents dans les villages. En conséquence du sous-

développement technique et de l'infrastructure, le nombre des investissements étrangers est très faible dans les villages. Or, les chantiers de petites tailles, destinés à une production flexible et exigeant un main-d'oeuvre qualifiée; sont installés dans les espaces ruraux, en Europe de l'Ouest.

5. LES TRAITEMENTS DES DISPARITÉS ET LEURS CONSÉQUENCES POSSIBLES

Les disparités rurales sont l'objets d'une attention sociale. Leur modération fait partie des objectifs des politiques de développement régional des gouvernements précédents et actuel également.

Le Fonds de Développement Régional ne peut être utilisé - d'après un arrêté parlementaire de 1993 - que dans les villages les plus défavorisés, désignés d'après une liste officielle. La plupart de ces centres d'habitat - surtout à cause de l'état de la société locale - ne disposent pas des éléments de développement, et ne sont pas capables, même avec une aide extérieure, de mettre en route leur développement économique. Les législateurs n'ont pas pensé au fait que le développement efficace des villages n'est possible que dans le cadre régional qu'ils forment et que l'emploi rural peut aussi être amélioré par le développement du centre urbain de la région. Dans les départements du nord et de l'est de la Hongrie, des subventions budgétaires ont été affectées à l'extension du réseaux de gaz, comme si le problème principal était toujours le niveau bas des équipements. Des données non-complètes sur les centres du nord-transtibiscin, récemment équipés de gaz naturel, démontrent que seulement 1/3 des ménages ont été capables d'installer le gaz dans leurs appartements. Les fonds de développement régional sont, en tous cas, trop faibles pour avoir une influence primordiale sur l'organisation du système de l'habitat rural. Les processus spatiaux actuels rappellent une nouvelle concentration urbaine de l'économie ce qui pourrait renforcer et l'exode rural, et la migration à l'intérieur du système de l'habitat rural, des régions périphériques des villages vers les régions dynamiques des villes. L'économie de marché engendre également une concurrence intercommunale, et les villages exclus du réseau national de l'infrastructure et de la communication, peuvent facilement en être les victimes. On peut compter sur l'accélération du dépeuplement des villages dans plusieurs régions périphériques.

NOTE

- ^o Le Fonds est mis à part du budget. Il est manié par le Ministère de l'Environnement et de Développement Régional, les municipalités peuvent obtenir l'aide financière par voie de concours.

RÉFÉRENCES

- [1] EBERHARDT, P., 1994, Depopulation processes in the Rural Areas in East-Central Europe (1950-1990), *East European Countryside*, 1, 31-40.
- [2] ENYEDI, G., 1992, A magyar falu - nyertes ? vesztes ? (Triomphe ou perte du village hongrois ?), *Társadalmi Szemle*, 47 / 8-9, 38-48.
- [3] KOVÁCH, L., 1994, Privatization and Family Farms in Central and Eastern Europe, *Sociologia Ruralis*, 34-4, 369-382.
- [4] RÉPÁSSY, H., SYMES, D., 1993, Perspectives on Agrarian Reform in East Central Europe, *Sociologia Ruralis*, 33-1.
- [5] STARK, D., 1992, Path Dependence and Privatization Strategies in East Central Europe, *East European Politics and Societies*, 6-1, 17-54.
- [6] SWAIN, N., 1994, Transitions from Collective to Family Farming in Post-Communist Central Europe, *East European Countryside*, 1, 17-30.

György ENYEDI
DeresUtja 10/D
1124 BUDAPEST, HONGRIE